

JUSTICE

Une sympathie des plus suspectes envers des adolescents

ROCHEFORT Serveur retraité, Noël, natif de La Rochelle, est très mal à l'aise, jeudi 13 février, à la barre du tribunal correctionnel de La Rochelle devant lequel il répond d'une corruption de sept mineurs âgés de 11 à 17 ans, fin février 2018 à Châtelaillon-Plage (au sud de La Rochelle). Non assisté d'un avocat (il n'en a pas pris), s'il reconnaît avoir fait visionner aux jeunes quelques minutes de deux cassettes pornographiques à caractère homosexuel, il justifie la présence des ados à son domicile au regard de la sympathie qu'il a pour eux. Ce qui suscite une réaction de réprobation des parents des ados assistant à l'audience. Deux avocats des parties civiles reviennent sur le comportement du prévenu et soulignent la présence d'esprit du plus âgé des adolescents qui a fait partir le petit monde de l'appartement et a, ensuite, prévenu la police municipale. La gendarmerie prenait la relève. Si l'expertise psychiatrique de Noël – il a des antécédents alcooliques avec des délits en rapport dont un sanctionné par de la détention – n'a pas révélé de pathologie, ni de perversité et établit une dangerosité faible, la question d'une prise en charge s'avère nécessaire. Le prévenu indique qu'il se fait suivre par un psychiatre mais précise que c'est plus pour une agression dont il a été victime en octobre 2018, agression sans rapport avec les faits examinés. La représentante du parquet, pas convaincue que le retraité a bien compris ce pour quoi il est poursuivi, enfoncé le clou et requiert dix-huit mois d'emprisonnement as-

sortis d'un sursis avec mise à l'épreuve pendant deux ans avec obligation de soins, interdiction d'entrer en contact avec les victimes et de paraître à Châtelaillon-Plage. Le prévenu lâche : « Je mérite une punition mais j'ai peur de la prison ferme, je ne le supporterai pas. » Le tribunal fixe la peine au niveau demandé avec les obligations et interdiction (hors l'interdiction de Châtelaillon-Plage) par le ministère public et ordonne aussi l'inscription du sexagénaire au fichier des délinquants sexuels. Le condamné doit également verser des dommages et intérêts, plus des frais de justice, aux parties civiles.

Deux cambrioleurs convoqués en justice

NIEUL-SUR-MER/L'HOUMEAU Le 25 mars, deux jeunes hommes, dont un mineur, sont convoqués devant la justice pour répondre de leurs participations à une dizaine de cambriolages commis au préjudice de particuliers domiciliés à Nieul-sur-Mer et L'Houmeau (agglomération rochelaise). Les objets dérobés sont essentiellement des bijoux et du matériel hi-fi. Les interpellations de ces deux personnes ont été effectuées lundi 10 février dans le cadre de l'enquête de la brigade de gendarmerie de Nieul-sur-Mer, les militaires locaux étant alors renforcés par la brigade de recherches de La Rochelle et par une équipe cynophile de Rochefort. Ce jour-là, trois autres personnes ont aussi été interpellées. Les perquisitions ont conduit à la saisie de résine de cannabis au domicile de deux des auteurs présumés.

Si le Tram reprenait

FORÊT DE LA COUBRE Une association soulève l'idée d'un retour du Tram forestier entre La Palmyre et la Pointe espagnole

Stéphane Durand
s.durand@sudouest.fr

Le tramway forestier de la forêt de la Coubre, qui a fonctionné de la fin du XIX^e siècle jusqu'au début des années 1950, reprendra-t-il un jour du service ? C'est le souhait de l'association Les Sept sentinelles qui organise, lundi 17 février à 18 h 15, une conférence-débat au cinéma Le Lido, à Royan, sur l'avenir du massif forestier. « Je pense qu'il est aujourd'hui techniquement et financièrement possible de relancer un projet amorcé sous Napoléon III », indique Olivier Marvaud, le président de cette association.

C'est en tout cas l'une des propositions qui sera soumise au débat ce lundi. L'idée étant de recréer un tronçon entre La Palmyre – avec la gare de départ au niveau de Bonne Anse – et la Pointe espagnole sur la commune de La Tremblade. Soit entre 12 et 13 kilomètres. « Ce Tram forestier emprunterait le tracé de la Véloodyssée. Une cohabitation avec les cyclotouristes est envisageable », souligne Olivier Marvaud. L'association a imaginé six arrêts sur le parcours. Il y aurait une halte au phare de la Coubre, au vieux phare, à la Bouverie – avec la possibilité de rejoindre un circuit pédestre pour dé-

couvrir l'ancienne école de la forêt ou un arboretum – et aux trois maisons forestières de la Passe Blanche, de Négrevaux et des Clônes (voir infographie ci-dessous réalisée par Christine Jean).

Undouble intérêt

« J'y vois un intérêt écologique et touristique. Écologique parce que ça limiterait l'utilisation de la voiture dans un secteur qui, l'été, est bondé de véhicules stationnés un peu n'importe où ; et touristique parce que les gens pourront profiter du paysage en allant à la plage avec leurs planches de surf et leurs parasols ou tout simplement en faisant l'aller-retour », précise le président.

Cette idée n'est pas sortie du chapeau par hasard. « J'organise des sorties dans la forêt de la Coubre. On passe devant un petit reste de voie de l'ancien Tram. À chaque fois, les gens sont enthousiastes en pensant qu'il y a eu, ici, à un moment donné, ce type de transport. » Un réseau dont il ne reste plus grand-chose.

Les bombardements et les combats de 1945 l'ont très sérieusement endommagé. Des kilomètres de voies ont commencé à être démantelés en 1954. « Au cours de l'im-

mediat après-guerre, différents conflits s'élevèrent entre les Eaux et Forêts qui essayaient d'utiliser la voie et diverses entreprises, autorisées par d'autres administrations à aller la démonter pour l'employer au déblaiement de Royan », est-il noté dans un numéro spécial de la revue de la Fédération des amis des chemins de fer secondaires.

« Ce Tram forestier, qui sur la fin reliait la Grande côte à La Tremblade, avait été raccordé au Decauville qui longeait le littoral de Saint-Georges-de-Didonne à la Grande côte », précise Erick Mouton, un Saint-Georgais qui s'intéresse à l'histoire locale. Dans un premier temps, le mode de traction était animal, avec des chevaux, avant que l'automotrice ne prenne le relais. « Il est évident que si ce projet se fait, il faudra un mode de traction non polluant », insiste Olivier Marvaud.

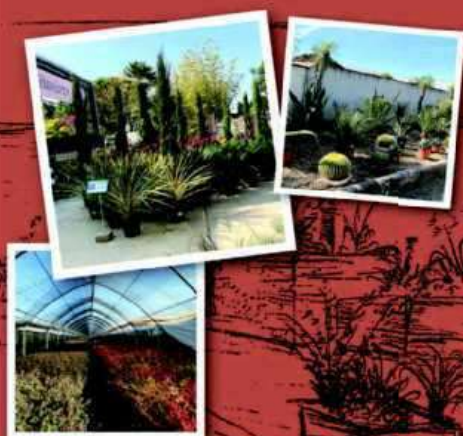
Réservations à la soirée de lundi
au 05 46 05 24 10.

SUD OUEST.fr

En vidéo, Olivier Marvaud explique le projet

Abonnés.

Un projet,
une envie dans votre jardin ?
**Nous vous
accompagnons...**



CONSEIL
"Pensez aux récoltes
gourmandes, il est
encore temps
de planter les arbres
en racines nues !"

**PÉPINIÈRES
de Corme-Royal**

Route de Saintes / Oléron

17 CORME-ROYAL

05 46 92 32 32

Ouvert du lundi au samedi 9 h - 12 h / 14 h - 18 h

www.pepinieresdecormeroyal.fr



« Techniquement, c'est tout à

PIERRE VERGER « Sud Ouest » a interrogé le président de l'association Trains et traction, qui gère le train des Mouettes, pour qu'il livre son expertise

« Aujourd'hui, il n'existe plus rien du Tram forestier mais rien n'empêche d'installer un nouveau réseau et de l'exploiter. Techniquement, c'est tout à fait possible. » Pierre Verger, le président de l'association Trains et traction qui gère le Train des mouettes, paraît séduit par l'idée.

Et pourquoi pas une association telle que la sienne pour prendre en charge une éventuelle exploitation ? « À mon avis, on peut par-

tir sur une délégation de service public. On sait faire », prévient-il. Pour l'instant, il s'agit d'une fiction mais qui démontre l'intérêt d'un tel projet. « Je pense que sur le plan touristique, ça peut être un vrai plus. On parle d'écotourisme, on est en plein dedans. »

Après, réactiver le Tram sur un tronçon demanderait des équipements comme l'aménagement de parkings-relais, de gares... « En Belgique, ce type de transport est assez



Pierre Verger, le président de l'association Trains et traction, est séduit. ARCH. D. P.

du service...



Le premier mode de traction était animal avec des chevaux.

PHOTOS TIRES DE LA REVUE BIMESTRIELLE CHEMINS DE FER RÉGIONAUX ET URBAINS



Des gares et des arrêts étaient disséminés sur tout le parcours qui allait de la Grande côte à La Tremblade



Il ne reste plus rien du réseau ferré. Des automotrices avaient pris la suite des chevaux

fait possible »

courant sur la côte. Les gens peuvent emmener avec eux leurs planches de surf, les glacières... Pour un Tram comme celui de la forêt de la Coubre, on pourrait imaginer des remorques afin d'y stocker tout le matériel de plage, les vélos... C'est loin d'être une utopie.

Élargir un peu la voie

En ce qui concerne le mode de traction, Pierre Verger verrait bien une locomotive à accumulateurs avec de grosses batteries. « D'autres systèmes existent. Si on veut du matériel adapté, il faut de toutes les façons le faire concevoir par

une entreprise. On a des sociétés, en France, qui font ça très bien. Il y a par exemple le groupe Alstom. Le Tram forestier de la Coubre avait besoin d'une voie de 60 centimètres de large. Il faudrait, je pense, passer à une voie d'un mètre pour augmenter un peu la vitesse. »

Resterait à régler la question du financement. Si l'idée intéresse un ou des élus, le dossier pourrait se retrouver sur la table de la Communauté d'agglomération ou de l'office de tourisme communautaire. En attendant, il est toujours permis de rêver.

S.D.

L'atelier Blu a fermé ses portes

PÉRIGNY L'entreprise, fleuron local de la menuiserie et jadis prospère, a été placée en liquidation judiciaire et licencie ses 42 derniers salariés

La belle histoire économique de l'atelier Blu, créé en 1987 par Philippe Blu à Lagord avant un déménagement dans la zone industrielle de Périgny, près de La Rochelle, est terminée. L'entreprise, qui fut longtemps un spécialiste de la menuiserie sur-mesure reconnu, avait été placée en redressement en juillet dernier. Mais c'est le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon, en Vendée, qui en a sonné le glas, le 11 décembre, en prononçant la liquidation judiciaire avec prolongation d'activité jusqu'au 12 février.

Pourquoi cette délocalisation dans un autre département ? Présidente du tribunal de commerce rochelais, Brigitte Bisson explique que les magistrats doivent pouvoir faire leur travail « dans l'indépendance et la sérénité ». Or, dans ce dossier concernant non seulement la SAS Atelier Blu, mais Atelier Blu Société Nouvelle (créée à la vente de l'entreprise à quatre salariés en 2008) et la holding ABSN (créée en mars 2018), il y avait bien une « difficulté ».

L'un des quatre repreneurs, celui qui a quitté l'entreprise en 2018, est en effet un ancien juge du tri-



Les 3 500 m² d'ateliers de Périgny seraient en location. PHOTO R.A.

bunal de commerce de La Rochelle. « Le trou était d'environ 700 000 euros », indique un salarié qui a exercé des fonctions de délégation du personnel et pointe un climat social particulièrement tendu. À la cessation des paiements, l'été dernier, le « trou » était semblé-t-il monté à 1,1 million d'euros.

150 000 euros d'aide publique

C'est lorsque l'administrateur judiciaire a voulu entendre l'ancien dirigeant et que celui-ci a salué ses anciens collègues juges en les appelant par leurs prénoms, que le tribunal a senti poindre le risque de « conflit d'intérêts ». Le tribunal a alors saisi la cour d'appel de Poitiers, qui a accepté de délocaliser le dossier en Vendée, tout en conservant dans leurs fonctions l'administrateur judiciaire Vincent Méquignon et la mandataire judiciaire Delphine Raymond.

L'appel à candidature pour la reprise des activités et du personnel (environ 45 salariés, contre 75

dans les années 1990) a porté ses fruits. Dix-huit dossiers ont été retirés et cinq offres déposées. À la Communauté d'agglomération de La Rochelle, qui a consenti en 2017 un prêt remboursable de 150 000 euros à l'entreprise alors dirigée par Jean-Pierre Agoulon, on paraissait confiant.

La décision de liquider, restée discrète parce que prise en Vendée, est arrivée comme un coup de massue. Depuis mercredi, les locaux sont fermés. Le répondant renvoie les curieux sur le site Internet de la SCP Raymond qui va organiser prochainement la vente des actifs pour tenter de rembourser les dettes. Une reprise après liquidation n'est pas non plus totalement exclue. Guy Denier, le maire de gauche de Périgny, avait jeudi 13 février craindre les conséquences « sociales » de ce naufrage surprenant. Et pour cause, des lettres de licenciement économique sont annoncées pour 42 salariés.

Alain Babaud

Pour la défense de l'hôpital

SANTÉ Des soignants des établissements publics de La Rochelle, Saintes et Rochefort ont mené des actions

Une première au centre hospitalier de Saintes. Les médecins se sont retrouvés dans le hall de l'hôpital ce vendredi 14 février à midi pour manifester, comme d'autres confrères en France, leur exaspération face au manque de moyens et aux exigences de rentabilité qui menacent la bonne marche de l'hôpital public. Ils avaient le soutien appuyé des usagers du centre hospitalier mais aussi des paramédicaux et des syndicats (CGT-FO-UNSA) du personnel hospitalier.

Symboliquement, les professionnels de santé ont posé la blouse. Manière de dire qu'ils sont à bout. Le service de réanimation, en souffrance il y a quelque temps, souffre de nouveau grâce à des recrutements mais le service anesthésie, lui, tourne à 6,8 postes alors qu'il devrait être à 12. Résultat des courses : « La permanence des soins devient très compliquée », témoigne le docteur Damien Emeriau, chef du pôle chirurgie.

Un cortège et des roses

Les médecins saintais en appellent à une prise de conscience des élus. Le cas de l'hôpital de Saintes est d'autant plus particulier qu'il a autofinancé sa construction. « On vit



Les professionnels de santé saintais ont, symboliquement, posé leur blouse, vendredi 14 février. PHOTO SÉVERINE JOUBERT

avec la dette de l'emprunt (2 millions d'euros d'intérêts par an et 4,4 millions d'euros de remboursement de la dette, soutenue à hauteur de 3 millions d'euros par l'Agence régionale de santé). Et c'est la tarification à l'activité qui doit financer cela. Si l'hôpital est endetté, on ne peut plus faire d'investissement. Et ça nuit au recrutement. » L'autre inquiétude du moment est le projet de fermeture de 15 lits, auquel les médecins s'opposent. Un avis consultatif qui n'ira pas plus loin. Le docteur Emeriau et sa collègue Christine Agbo, du pôle médecine, sont contre mais ont choisi la stratégie du moindre mal et s'organisent pour poursuivre au mieux leur mission de soins.

À la Rochelle. Un cortège d'environ 70 membres du personnel en grève ou en congé, dont des médecins et chefs de service, certains ayant présenté récemment leur dé-

mission administrative, se sont rendus en cortège avec pancartes et slogans jusqu'à la structure départementale de l'Agence régionale de santé. Pour signifier la mise à mal de l'hôpital par manque de moyens humains et financiers, les manifestants se sont allongés sur le sol. À Rochefort, après que des membres du syndicat Sud Santé se sont invités mercredi au conseil municipal de Rochefort pour dénoncer « la dégradation des conditions de travail », des soignants de la CFTC ont distribué, ce vendredi 14 février, des roses aux patients sur le parvis de l'hôpital pour clamer leur volonté de défendre leur établissement.

SUD OUEST.fr

Retrouvez en vidéo, la manifestation de personnels de l'hôpital de La Rochelle.